

<https://gec.venissieux.org/Voeu-pour-la-Palestine>



Vœu pour la Palestine

- La lettre -



Date de mise en ligne : mardi 2 juillet 2024

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Dans l'histoire de la diplomatie française, il existe des liens forts avec le monde arabe en général et la Palestine en particulier. Quand Chirac affirme en 1996 son droit face à la police israélienne, ce n'est pas un débat politique interne de France, mais bien l'affirmation d'une nécessité diplomatique.

Le drame palestinien continuera bien après l'élection européenne, même s'il y a, ce que nous espérons tous, un cessez-le-feu durable. Les souffrances et les haines sont telles qu'il faudra beaucoup d'efforts diplomatiques, politiques, économiques, humanitaires pour permettre aux générations qui hériteront de cette longue et terrible histoire de colonisation d'inventer une réconciliation. A ceux qui pensent que c'est impossible, rappelons que c'est ce qu'a construit Mandela en Afrique du Sud, lui qui affirmait « notre liberté est incomplète sans la liberté des Palestiniens ».

Nous avons une responsabilité. Arrêtons d'intervenir partout économiquement et militairement en prétendant détenir la morale alors que ce sont nos intérêts économiques qui nous guident. Défendons le droit international et le respect des peuples, travaillons à un monde de paix et de coopérations. La reconnaissance par la France de la Palestine serait un geste historique qui accélérerait les négociations de cessez-le-feu comme de réouverture d'un chemin vers la paix et la justice au Moyen-Orient.

[Pour lire l'intervention complète](#)

Post-scriptum :

Extrait du vœu pour la Palestine (porté par les groupes de la majorité municipale)

L'UNWRA, l'agence de l'ONU en charge des réfugiés palestiniens, a lancé un appel d'urgence pour maintenir sa réponse humanitaire dans les territoires palestiniens occupés. (â€)

À la suite d'une campagne de désinformation organisée par le gouvernement israélien, L'UNWRA a perdu 50% de ses financements, dont celui de la France. Le rapport de l'ancienne ministre des affaires étrangères, Catherine Colonna, publié fin avril, a mis fin aux doutes à l'encontre de l'UNRWA. (â€)

Après la décision de la cour internationale de justice dénonçant le risque de génocide, les mandats d'arrêts demandés par le procureur de la cour pénale internationale, et les décisions de l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, de reconnaître un État de Palestine libre et souverain au côté de l'État d'Israël, la France ne peut attendre.

Ce n'est pas seulement l'émotion qui nous bouleverse, mais aussi la certitude que l'urgence est d'arrêter le massacre en cours sur la population palestinienne, ainsi que la reconnaissance de la Palestine pour ouvrir un nouvel espace de négociations sur une solution assurant les droits de tous les peuples de la région.

C'est pourquoi le conseil municipal de Vénissieux fait le vœu que le gouvernement :

- exige un cessez-le-feu immédiat ainsi que la fin de la politique israélienne de blocage des convois humanitaires à destination des civils palestiniens
- agisse pour rétablir les financements de l'UNRWA et les adapte aux besoins énormes et urgents de survie des Palestiniens
- reconnaisse sans attendre l'État de Palestine comme l'ont fait 146 pays sur les 193 membres de l'ONU.